

Discours du Président de la République à l'occasion de l'entretien de travail avec le Roi Abdallah II de Jordanie.

Votre Majesté, messieurs les ministres, mesdames, messieurs les ambassadrices et ambassadeurs, mesdames, messieurs, je veux d'abord ici remercier Sa Majesté le Roi Abdallah pour sa venue à Paris et le plaisir de vous retrouver à nouveau depuis votre visite de l'été dernier et nos nombreux échanges téléphoniques et nos rencontres des derniers mois. Et je veux ici saluer votre action, mais vous avoir durant cette période où, évidemment, la région est bousculée une fois encore par beaucoup de transformations, et tout particulièrement dans cette période de Ramadan, signifient beaucoup.

Et je vous remercie de cette visite en vous souhaitant le meilleur pour ce Ramadan. Alors que la guerre à Gaza reprend, la situation en Cisjordanie est particulièrement inquiétante et que la Syrie a connu un récent bouleversement majeur, la région est face à des risques substantiels de déstabilisation. Notre coopération politique et sécuritaire avec la Jordanie est plus que jamais essentielle. À la Jordanie et aux Jordaniens, je redis tout l'engagement et la solidarité de la France dans cette période difficile et notre détermination à relayer vos préoccupations dans toutes les instances internationales et auprès de tous nos partenaires. La signature, il y a peu, d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Jordanie illustre l'étroitesse de nos relations et la confiance que la France comme l'Union européenne ont dans leur amitié et leur partenariat avec vous. Et votre visite, votre majesté, sera l'occasion de travailler à encore étoffer notre coopération bilatérale sur les plans militaires, économiques, culturels, archéologiques, humanitaires et de développement, et je m'en réjouis.

Mais soyons clairs et rappelons-le, à chaque fois que la sécurité et la stabilité de la Jordanie seraient contestées, la France sera là. Je souhaite saluer l'engagement de la Jordanie dans ses actions en faveur de la paix et de la stabilité, que ce soit via l'accueil de 2 000 enfants gazaouis blessés sur son territoire, son implication sur la question syrienne aussi, puisque nous avons chacun accueilli une conférence pour la Syrie, ou dans le sujet majeur de la lutte contre le terrorisme à travers le processus d'Aqaba, auquel nous nous sommes toujours joints.

L'actualité, évidemment, m'oblige à m'arrêter sur Gaza. Comme Sa Majesté, nous n'avons cessé d'œuvrer pour un cessez-le-feu. La reprise des frappes israéliennes hier, malgré les efforts des médiateurs, constitue un retour en arrière dramatique. Dramatique pour les Palestiniens de Gaza, à nouveau plongés dans la terreur des bombardements. Dramatique pour les otages et leurs familles qui vivent dans le cauchemar de l'attente et de l'incertitude d'une libération que nous souhaitons plus que tout. Dramatique pour la région toute entière qui tente de se relever en plus d'une année de guerre et de bouleversements. Il faut que les hostilités cessent immédiatement et que les négociations reprennent de bonne foi sous les auspices américains à qui nous devons ce premier cessez-le-feu. Nous appelons de nos vœux une cessation permanente des hostilités et une libération de tous les otages. Une politique d'otages n'a jamais assuré ni victoire militaire ni victoire politique.

Le Hamas a été vaincu et a contribué au désastre le plus grave qui se soit abattu sur les Palestiniens depuis 1948. Il se retrouve dépourvu du parrain qui l'avait poussé au crime du 7 octobre. L'axe de la résistance est aujourd'hui une illusion, de même, il n'y aura pas de solution militaire israélienne à Gaza, pas davantage que la colonisation, l'annexion ou le déplacement forcé n'offrent d'issue au traumatisme du 7 octobre. Il faut simplement retrouver le chemin, une solution politique, et ces éléments sont aujourd'hui sur la table. Répondant à l'appel du Président TRUMP, les dirigeants arabes ont présenté un plan pour Gaza, un plan qui propose un cadre crédible de reconstruction et des éléments pour garantir la sécurité et installer une nouvelle gouvernance qui ne peut pas être celle du Hamas. Ce travail doit permettre de consolider un cessez-le-feu, et cette proposition, nous la soutenons. Nous sommes, nous, Français et Européens, prêts à contribuer à cette réflexion et à ce plan. Nous en parlerons d'ailleurs demain au Conseil européen, entre nous et avec le secrétaire général des Nations-Unies, et nous aurons l'occasion d'y revenir avec Sa Majesté dans un instant.

Les ferments d'une nouvelle architecture de sécurité qui permettent enfin aux Israéliens d'imaginer l'intégration régionale qu'ils ont cru pendant longtemps inaccessible sont là, et les éléments qui permettent et permettront, nous l'espérons, la stabilité et la paix pour tous sont là. Si nous savons travailler ensemble et les tenir. La Syrie, avec toutes ses fragilités, est sortie de la main iranienne qui la tenait. Le Liban a pris une nouvelle voie qu'il faut soutenir, et je recevrai dans quelques jours son nouveau Président. Le Président TRUMP entend poursuivre la dynamique des accords d'Abraham. Il manque aujourd'hui une pièce à cet ensemble éminemment complexe. Celle-ci est un État palestinien qui viendra enfin rendre aux Palestiniens leur droit légitime et qui enlèvera tout prétexte à la manipulation de la cause palestinienne par ceux qui ne veulent qu'assurer leur domination. Cela doit se faire avec les garanties de sécurité nécessaires pour Israël. Et c'est un élément clé pour la stabilité de tous les pays de la région. Il faut aujourd'hui du courage politique pour offrir un avenir serein au peuple de la région. Sa Majesté en a fait la démonstration jour après jour en ces temps troublés. Il faut que les dirigeants israéliens et palestiniens fassent de même et que nous les soutenions tous sur cette voie et non sur celle d'un extrémisme de la force qui plongera leur peuple dans de nouvelles décennies de souffrance et n'assurera que la répétition de la tragédie. Nous sommes prêts à les soutenir sur cette voie avec nos partenaires, premier rang desquels la Jordanie. C'est mon engagement. C'est aussi celui que nous avons pris avec le prince héritier Mohammed BEN SALMAN, avec lequel j'échangerai ce soir, en soutenant le projet de conférence pour les deux États qui doit constituer une étape sur cette voie.

Votre Majesté, vous à voir à Paris aujourd'hui dans ce contexte pour pouvoir évoquer la Syrie, évidemment Gaza, la question palestinienne, et pouvoir revenir sur les équilibres de la région, mais aussi notre coopération bilatérale, est une chance, et comme à chaque fois, un honneur et un bonheur.

Merci, Votre Majesté, d'être présent à Paris aujourd'hui avec nous, et nous continuerons d'agir ensemble.